

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE

ACADEMIE DE STRASBOURG

CENTRE REGIONAL DES OEUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES

1 Quai du Maire Dietrich - CS 50 168
67 004 STRASBOURG CEDEX



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Objet de l'appel public à la concurrence :

Prestations de lutte contre les nuisibles des sites gérés par le Crous de Strasbourg.

Accord-cadre n°25 003

Accord-cadre passé en procédure formalisée, en application des articles L2124-1, L2124-2, L2125-1 1° et des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

ABREVIATIONS UTILISEES

C.C.A.P. : Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
C.C.T.P. : Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
C.C.A.G-FCS : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
Crous : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 - GENERALITES	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 4 – DUREE DE L’ACCORD CADRE.....	7
ARTICLE 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	8
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 7 – MODALITES DE COMMANDES ET D’INTERVENTION	9
ARTICLE 8 – DELAIS D’EXECUTION.....	10
ARTICLE 9- SUIVI DES PRESTATIONS – VERIFICATION - ADMISSION	11
ARTICLE 10 – PRIX	12
ARTICLE 11– PAIEMENT DE L’ACCORD-CADRE	13
ARTICLE 12 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 13 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	15
ARTICLE 14 – AVANCE/ ACOMPTE	15
ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	16
ARTICLE 16 – PENALITES.....	17
ARTICLE 17 – CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT	17
ARTICLE 18 – ASSURANCE - RESPONSABILITES	17
ARTICLE 19 - RESILIATION – LITIGE.....	18
ARTICLE 20 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	19
ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir adjudicateur est le :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Strasbourg
1 quai du Maire Dietrich CS 50 168
67 004 Strasbourg Cedex
Tél. : 03 88 21 28 00

Représentante du Pouvoir adjudicateur : Madame Sophie ROUSSEL, Directrice Générale du Crous de Strasbourg.

ARTICLE 2 - GENERALITES

2.1 - Objet de la prestation

La présente consultation a pour objet l'attribution d'un accord-cadre de prestations de services préventifs et curatifs de lutte contre les nuisibles en vue de leur destruction au sein des bâtiments et locaux des sites gérés par le Crous de Strasbourg.

L'accord-cadre comprend les prestations suivantes :

<i>Prestations forfaitaires programmées – Traitement préventif</i>
Les prestations de dératisation (souris, surmulots et rats) sur l'ensemble des sites gérés par le Crous de Strasbourg (lots n°1 et n°2)
Les prestations de désinsectisation des blattes et désinsectisation ponctuelles d'autres insectes sur l'ensemble des sites gérés par le Crous de Strasbourg (lots n°3 et n°4)
<i>Prestations forfaitaires à la survenance du besoin – Traitement curatif</i>
Les prestations de dératisation (souris, surmulots et rats) sur l'ensemble des sites gérés par le Crous de Strasbourg (lots n°1 et n°2) – prestation sans surcoût
Les prestations de désinsectisation des blattes et désinsectisation ponctuelles d'autres insectes sur l'ensemble des sites gérés par le Crous de Strasbourg (lots n°3 et n°4) – prestation sans surcoût
Les prestations ponctuelles de destruction de nids de guêpes, de frelons, de fourmis et d'autres insectes (lot n°3) – prestation chiffrée en sus au sein de l'annexe financière
Les prestations de désinsectisation des punaises de lits (lot n°5)
Les prestations de détection canine des punaises de lits (lot n°6)

Pour les prestations forfaitaires préventives programmées, un bon de commande sera émis par année d'exécution.

Pour les prestations forfaitaires curatives, un bon de commande sera émis à la survenance du besoin.

2.2 - Lieux d'exécution

Le présent accord-cadre s'exécute sur les différents sites du Crous de Strasbourg y compris son antenne locale, le Clous de Mulhouse :

La liste des sites d'exécution avec leurs caractéristiques, figure en annexe n°1 au CCTP.

En cours d'exécution du marché, des sites pourront être ajoutés ou retirés à la demande du pouvoir adjudicateur, en fonction d'ouverture et/ou de fermeture de structure. L'ajout ou le retrait d'un site se fera par avenant émis par le Crous de Strasbourg.

L'avenant pour l'ajout d'un site sera fait par le Crous de Strasbourg après réception et validation du devis du titulaire.

2.3 - Catégorie de prestations

Il s'agit d'un accord-cadre de services.

La nomenclature, classification CPV (Vocabulaire Commun des marchés publics) est la suivante :

90922000-6 Services de lutte contre les parasites

90923000-3 Services de dératisation

2.4 - Allotissement et Variantes

Conformément à l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre est décomposé en 6 lots, de la façon suivante :

- ✓ **Lot 1** : Dératisation (souris, surmulots et rats) des sites du Bas-Rhin ;
- ✓ **Lot 2** : Dératisation (souris, surmulots et rats) des sites du Haut-Rhin ;
- ✓ **Lot 3** : Désinsectisation des blattes et désinsectisations ponctuelles d'autres insectes des sites du Bas-Rhin ;
- ✓ **Lot 4** : Désinsectisation des blattes et désinsectisations ponctuelles d'autres insectes des sites du Haut-Rhin ;
- ✓ **Lot 5** : Désinsectisation des punaises le lit des sites du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ;
- ✓ **Lot 6** : Détection canine des punaises de lit des sites du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Chaque lot est réputé indivisible.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Ils sont susceptibles d'être retenus pour un ou plusieurs lots.

Il n'est pas prévu de tranches.

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 - Cotraitance

Le candidat a la possibilité de présenter sa candidature seul ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire conformément aux dispositions des articles R2142-19 à R2142-20 du Code de la Commande Publique.

Par conséquent, plusieurs entreprises peuvent se réunir pour présenter une offre, en vue d'obtenir le présent accord-cadre.

- En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles issues du présent accord-cadre, notamment en ce qui concerne l'exécution des prestations à l'égard du Pouvoir adjudicateur jusqu'à l'achèvement des prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre. Un mandataire

sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représentera l'ensemble des entrepreneurs.

- En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre et doit pallier à une éventuelle défaillance de ses partenaires. Un mandataire sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représente l'ensemble des entrepreneurs.

Attention: Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

En cas de groupement, la répartition des prestations entre les différents cotraitants sera clairement indiquée dans le dossier d'offre.

2.6 - Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-2 du Code de la Commande Publique, « la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur ».

Les modalités d'acceptation et d'agrément du sous-traitant sont précisées aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la Commande Publique.

Ainsi, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du présent accord-cadre et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La déclaration de sous-traitance peut donc intervenir :

-soit au moment du dépôt de l'offre. Le soumissionnaire identifie dans son offre le sous-traitant auquel il envisage de faire appel, ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. Il fournit également à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes conformément à l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire pourra utiliser le formulaire ATTRI2 prévu à cet effet.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

-soit en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance, précisant l'ensemble des éléments indiqués ci-dessus. Le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- 1° une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ;

2° une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 32.1 du CCAG FCS).

2.7 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G de référence, le titulaire ainsi que son ou ses fournisseur(s) et sous-traitant(s) éventuels s'assurent du respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, des conditions de travail et de sécurité décrites dans les huit conventions fondamentales de l'OIT (travail des enfants, âge minimum, travail forcé, etc...) dans le cadre de l'exécution du marché.

2.8 - Emploi de la langue française

Toutes les correspondances, visites, réunions et discussions relatives au dit marché se déroulent en langue française.

Ainsi, conformément aux articles R2143-16 et R2151-12 du Code de la Commande Publique, tous les documents de l'offre ainsi que de la candidature rédigés dans une autre langue, devront obligatoirement faire l'objet d'une traduction en français.

2.9 - Modifications portant sur la situation juridique ou économique de la société titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer par mail au Service des Achats et Marchés du Crous de Strasbourg à l'adresse suivante : achat@crous-strasbourg.fr, tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les règlements des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché.

Si le titulaire ne se conforme pas à cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des éventuels retards de règlement de la facture.

2.10 - Réunion de cadrage

Pour le bon déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, une réunion de cadrage est nécessaire et doit être organisée avec le titulaire dans le mois suivant la notification.

Cette réunion peut être organisée en présentiel dans les locaux du Crous ou à défaut à distance en visio-conférence.

Pour les lots 1, 2, 3, 4 et 5 : La réunion de cadrage aura pour but d'établir en amont le planning d'intervention annuel au vu des passages exigés aux annexes financières et les modalités de mise en œuvre des prestations.

2.11 - Réunion semestrielle

Des réunions semestrielles pourront être prévues avec le titulaire de l'accord-cadre, le cas échéant.

La tenue de ces réunions semestrielles est laissée à la libre appréciation du Crous de Strasbourg qui en informera le titulaire au minimum un mois avant la tenue de ladite réunion. Ces réunions peuvent être organisées en présentiel dans les locaux du Crous ou à défaut à distance en visio-conférence.

ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation en vue de l'attribution de l'accord-cadre à bon de commandes, à un seul titulaire ; candidat unique ou groupement, est lancé selon une procédure formalisée en appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-1, R2124-1 et R2124-2 du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article L2125-1 1°, le présent marché est un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique.

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum de commande mais avec un montant maximum de commande fixé à :

Lot 1 : Dératisation (souris, surmulots et rats) des sites du Bas-Rhin	140 000 € H.T.	Pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)
Lot 2 : Dératisation (souris, surmulots et rats) des sites du Haut-Rhin	80 000 € H.T.	Pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)
Lot 3 : Désinsectisation des blattes et désinsectisations ponctuelles d'autres insectes des sites du Bas-Rhin	70 000 € H.T.	Pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)
Lot 4 : Désinsectisation des blattes et désinsectisations ponctuelles d'autres insectes des sites du Haut-Rhin	40 000 € H.T.	Pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)
Lot 5 : Désinsectisation des punaises de lit des sites du Bas-Rhin et du Haut-Rhin	250 000 € H.T.	Pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)
Lot 6 : Détection canine des punaises de lit des sites du Bas-Rhin et du Haut-Rhin	60 000 € H.T.	Pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)

Ces montants sont purement indicatifs et n'engagent en rien le Crous de Strasbourg.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du 21 août 2025.

Il est reconductible trois fois, par période d'un an, par décision tacite du pouvoir adjudicateur.

En effet, au regard des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut pas la refuser.

En cas de non-reconduction, le Pouvoir adjudicateur en informera le titulaire, au moins deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification) par un courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

5.1 - Pièces contractuelles particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1) et son annexe financière, dont une par lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Technique Particulières (C.C.T.P) et ses annexes n°1 et n°2 :
 - Annexe n°1: Liste des sites d'intervention et leurs caractéristiques
 - Annexe n°2: Cadre de réponses techniques (un pour les lots n°1 à 5 ; un pour le lot n°6)
- Le mémoire technique établi par le titulaire.
- Les rapports d'intervention émis en cours d'exécution
- Les avenants conclus en cours d'exécution

Les documents originaux conservés par l'administration font seuls foi. Le titulaire s'engage à exécuter l'accord-cadre conformément aux dits documents.

Toute modification unilatérale du titulaire au cours de la consultation de l'un des documents susmentionnés est réputée non-écrite.

5.2 - Pièces contractuelles générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021. Il s'applique en complémentarité des autres pièces de l'accord-cadre.
En cas de contradiction entre d'une part le CCAG et d'autre part les autres pièces de l'accord-cadre, seules ces dernières prévaudront,
- Le Code de la commande publique et ses annexes.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent accord-cadre. Ces documents ne sont pas joints au dossier, mais ils sont supposés être parfaitement connus du candidat.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 – Obligation de conseil

Considérant la qualité de professionnel du Titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent accord-cadre, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis, et de conseil vis-à-vis du Crous.

6.2 – Obligations du titulaire au point de vue réglementaire

Le titulaire est réputé respecter la réglementation en vigueur et connaître la législation qui lui est applicable. Il doit se tenir parfaitement informé afin de respecter strictement toute nouvelle réglementation qui sera immédiatement applicable au présent marché et en informer les responsables de site, le conseiller de prévention et le service des achats et marchés.

De plus, le titulaire du marché veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé des

personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Tout dommage causé par l'utilisation de(s) produit(s) non agréé(s) engage la responsabilité du titulaire.

Le titulaire garantit la qualité professionnelle de ses procédés et s'engage à n'utiliser que des produits dépourvus de tout danger à l'égard de l'homme ou des animaux domestiques dans des conditions normales d'emploi.

6.3 – Obligations du titulaire lors de l'exécution des prestations

Le titulaire est tenu de proposer un interlocuteur unique pour la partie commerciale et un interlocuteur unique pour la partie technique par type de prestations pour les différents sites gérés par le Crous de Strasbourg. Le titulaire aura indiqué les noms, qualifications et expériences des personnels intervenants au Crous de Strasbourg.

A la demande du Crous de Strasbourg, le titulaire participe à deux réunions semestrielles avec les responsables de site, le conseiller de prévention, la direction et le service des achats et marchés.

Les interventions sur les sites du Crous de Strasbourg sont effectuées par un technicien spécialisé et formé aux différentes prestations de dératisation et de désinsectisation ainsi qu'à la manipulation de produits biocides.

Ce technicien est tenu de porter des équipements de protection individuels adéquats requis par la législation du travail en vigueur ainsi qu'un dispositif d'identification de son entreprise mis à sa disposition par le titulaire.

Le titulaire doit s'adapter aux contraintes imposées par les différents sites. Les interventions ne doivent en aucun cas gêner le fonctionnement de l'ensemble des services des sites gérés par le Crous de Strasbourg.

Sur les sites consacrés à la restauration, où des aliments sont remis directement aux consommateurs, des dispositions particulières doivent être prises afin de respecter les normes HACCP et les interventions doivent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture au public.

Le titulaire effectue également des actions de prévention et de sensibilisation des agents du Crous de Strasbourg et des usagers, notamment en hébergement en ce qui concerne l'hygiène.

ARTICLE 7 – MODALITES DE COMMANDES ET D'INTERVENTION

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande, émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les bons de commande respectant les prestations décrites dans les annexes financières, dont une par lot seront notifiés par le Crous de Strasbourg au titulaire.

Pour les prestations récurrentes et préventives : Les bons de commande seront émis en début d'année d'exécution pour l'année entière. Ces bons de commande seront émis pour les sites mentionnés en annexe financière et certains sites pourront être exclus en raison de leurs fermetures (dues à la crise sanitaire ou à une opération immobilière en cours)

Pour les prestations ponctuelles et curatives (en cas d'infestation) : les bons de commande seront émis à la survenance du besoin.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le représentant du Pouvoir adjudicateur ainsi que les directeurs des sites d'intervention.

Les bons de commande comporteront les mentions obligatoires suivantes :

- La référence de l'accord-cadre n°25 003 et le numéro du lot,
- La date et le numéro du bon de commande,
- Le nom et l'adresse du site d'intervention concerné et le nom du responsable de la commande, le lieu de l'intervention,
- La désignation et le nombre de prestations,
- L'adresse de facturation,
- Les prix unitaires/forfaitaires et totaux HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Les prix unitaires/forfaitaires et totaux TTC.

Le titulaire est réputé connaître les sites d'intervention, les ayant visités au préalable.

Pour tout type d'intervention, le directeur de site ou son représentant prendra rendez-vous auprès du titulaire de l'accord-cadre pour convenir de la date et d'un horaire d'intervention. Il confirme sa demande d'intervention par l'envoi d'un bon de commande.

Le personnel du titulaire est tenu de respecter les plages horaires définies avec le directeur du site ou son représentant.

L'accès au site en-dehors des plages horaires pourra être refusé au titulaire sans qu'aucune indemnité ne puisse lui être allouée.

Le titulaire veille à ce que son personnel adopte une tenue et un comportement irréprochables. Il met à sa disposition les équipements de protection individuelle adéquats requis par la législation du travail en vigueur ainsi qu'un dispositif d'identification de son entreprise. Le personnel du titulaire doit être en possession des certificats nécessaires et tout autre document conformes à la législation en vigueur.

A son arrivée sur le site d'intervention, le personnel du titulaire devra se présenter au directeur de site ou à son représentant ou à l'agent d'accueil de service. Un agent de maintenance du Crous ayant une bonne connaissance des lieux et des installations sera mis à la disposition du titulaire pour :

- Le guider,
- Lui faciliter les accès aux différents lieux d'intervention,
- L'informer des incidents éventuels qui sont survenus et lui procurer les facilités nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Le titulaire doit exécuter ses prestations sans gêner le bon fonctionnement du site.

ARTICLE 8 – DELAIS D'EXECUTION

8.1 – Délais d'exécution pour les prestations préventives

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur établiront un calendrier annuel des interventions à réaliser lors de la réunion de cadrage suivant la notification de l'accord-cadre.

Ce calendrier mentionnera :

- La date et l'heure durant laquelle sera effectuée chaque intervention et le(s) site(s) concerné(s) par l'intervention ;
- Les prestations nécessitant l'évacuation de tout ou partie du site.

Le planning adopté est contractuel et ouvre droit à l'application des pénalités définies au présent CCAP.

Dix jours avant chaque intervention planifiée du calendrier d'intervention, cette dernière est confirmée d'un commun accord entre l'établissement et le représentant du titulaire, en fonction de l'activité même du site et des exigences de l'entretien.

Le titulaire établit le programme de l'intervention. Ce programme mentionnera la date d'intervention et le(s) nom(s) du ou des intervenants. Ce programme sera adressé par mail au site concerné.

8.2 – Délais d'exécution pour les prestations curatives

Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué sur le bon de commande correspondant.

ARTICLE 9- SUIVI DES PRESTATIONS – VERIFICATION - ADMISSION

9.1 - Le rapport écrit d'intervention

A la fin de chaque intervention sur chaque site, un rapport écrit d'intervention complet, référencé par ordre chronologique relatant les observations, les actions menées et les recommandations, est rédigé systématiquement par le titulaire. Ce rapport écrit d'intervention est établi en deux exemplaires et doit être signé par le responsable de site et le titulaire.

Un exemplaire est remis au responsable du site concerné par le titulaire qui conserve également un exemplaire.

Ce rapport écrit d'intervention comprend les informations suivantes :

- Le nom du titulaire de l'accord-cadre ;
- La date de l'intervention ;
- Le numéro et l'intitulé du marché, le numéro du lot concerné ;
- L'adresse du site d'intervention ;
- Les caractéristiques de l'intervention : le type et l'importance de l'intervention, le type de nuisibles concernés, les actions qui ont été menées, les produits utilisés, la description du traitement effectué, les locaux concernés, pour la dératisation : (souris, surmulots et rats) précision des zones où les appâts ont été consommés, ces zones sont signalées sur le plan schématique indiquant les lieux et les endroits où ont été placés les appâts ;
- Les zones sensibles et exposées, les causes d'intrusion et de prolifération des nuisibles, les moyens supplémentaires mis en œuvre en cas d'infestation, les recommandations et conseils sur les précautions à prendre pour minimiser l'entrée et la propagation des nuisibles en général, en matière d'herméticité des locaux et des bâtiments, de rangement et de stockage, de nettoyage et d'entretien des locaux et des outils ;
- En cas d'infestation de punaises de lit, le titulaire indique également le numéro des chambres ou des logements qui ont été traités ainsi que les chambres et locaux adjacents, le protocole du traitement et les dates des prochaines interventions jusqu'à l'éradication des punaises de lit.

9.2 - Vérification et admission des prestations

La vérification et l'admission des prestations sont exécutées conformément aux articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de rejet des prestations, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations prévues par le marché.

Si le pouvoir adjudicateur ne prononce aucune réserve, quant à la réalisation des prestations et à la fourniture des documents par le titulaire, dans un délai de quinze jours à dater de la fin des prestations, l'admission des prestations est effective.

Attention : Le Crous de Strasbourg règle le paiement de l'accord-cadre sur la base du service fait. Le rapport écrit d'intervention atteste de la réalisation des prestations.

Sans remise du rapport d'intervention au directeur de site ou à son représentant, le Crous de Strasbourg bloquera le paiement des factures jusqu'à preuve du service fait.

ARTICLE 10 – PRIX

10.1 - Détermination des prix

Les prix faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix forfaitaires.

Ils sont indiqués dans l'annexe financière par lot dûment complété.

Conformément à l'article 10.1.3. du C.C.A.G. F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations: la main d'œuvre, l'outillage et les engins nécessaires, les produits, le coût d'élimination des déchets, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation supplémentaire n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

10.2 - Révision des prix

Les prix sont révisibles suivant l'évolution de l'indice du coût horaire du travail révisé suivant : tous salariés (ICHTrev-TS) des activités spécialisées, scientifiques, techniques, publié au bulletin trimestriel de statistiques de l'INSEE, établie en application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{ICHT-M}(n)/\text{ICHT-M}(o)]$$

P(o) est le prix du précédent ajustement,

P(n) est le nouveau prix,

ICHT-M(n) est la valeur de l'indice du dernier trimestre paru à la date de la révision de prix,

ICHT-M(o) est la valeur de l'indice le mois précédent le mois de remise des offres.

La demande de révision, accompagnée des justificatifs est effectuée par le titulaire du marché qui informe le service commande publique du Crous de Strasbourg par écrit un mois avant la mise en application de tout nouveau prix.

Le Crous de Strasbourg se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités pour le titulaire, la partie non exécutée du marché à la date de changement de prix, si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 % l'an.

Les prix calculés sont exprimés en Euros.

La demande de révision se fait à la seule initiative du titulaire de l'accord-cadre qui doit en faire la demande expresse lors de la parution de l'indice et en informer le service commande publique du Crous par mail à l'adresse suivante : achat@crous-strasbourg.fr

10.3 - Réfaction

Conformément aux dispositions de l'article 30.3 du C.C.A.G-FCS, lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, il y aura lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants, qui consiste en une réduction du prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées.

Afin d'appliquer la réfaction, une fiche de non-conformité des prestations doit être établie par le représentant du site concerné en indiquant précisément l'inadéquation des prestations effectuées avec le bon de commande émis.

Les décisions de réfaction seront motivées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur par un courrier envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire. Ces décisions ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été entendu.

ARTICLE 11 – PAIEMENT DE L'ACCORD-CADRE

11.1 - Mode de facturation

La facturation est établie sur la base du service fait. Le règlement de la prestation nécessite la présentation d'une facture détaillée au Crous de Strasbourg par le titulaire.

Le service fait sera matérialisée par le biais d'un rapport d'intervention.

Conformément aux dispositions de l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique, le titulaire du marché transmet sa demande de paiement sous forme de facture électronique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

Sur le portail de facturation Chorus Pro, veuillez saisir le n° de Siret du Crous : 186 706 446 00017 ainsi que le code service suivant, en fonction du service émetteur du bon de commande :

Service Emetteur	N° service CHORUS
Services centraux du Crous de Strasbourg	1001

Conformément aux dispositions de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas de numéro d'identité, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le portail de facturation Chorus Pro peut également être utilisé par les entreprises qui ne sont pas encore concernées par l'obligation.

L'utilisation du portail de facturation mentionné ci-dessus est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures émises par le titulaire devront obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire de l'accord-cadre,
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Numéro de l'accord-cadre : **25 003** et le numéro du lot,
- La date et le numéro du bon de commande y afférent,
- La date d'intervention,
- Le nom et l'adresse du site concerné,
- La désignation des prestations et la quantité de prestations effectuées,
- Le montant des prestations exécutées hors T.V.A.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées soit T.V.A. incluse.

Cette information sera reprécisée lors de la réunion de cadrage avec le titulaire.

11.2 - Délais de règlement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de règlement ne peut excéder 30 jours. Le mode de règlement est le virement à 30 jours, après réception de la facture et sur la base du service fait.

Conformément à l'article R2192-27 du Code de la Commande Publique : « Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur. »

Le titulaire de l'accord-cadre sera ainsi informé de la suspension du délai de paiement de sa facture par le gestionnaire et des raisons de cette suspension par mail.

11.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant, qui commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique il est fait application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de huit points, et ce quelles que soient par ailleurs les stipulations de l'accord-cadre.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord-cadre ou le sous-traitant, en plus du bénéfice d'intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard, mais qui n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

ARTICLE 12 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

12.1 - Condition

Conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S. le Crous de Strasbourg peut décider, en cas de non-exécution des engagements du titulaire de l'accord-cadre et après mise en demeure par mail avec accusé de réception, à faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

12.2 - Substitution

S'il n'est pas possible au Crous de Strasbourg de se procurer dans les conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge.

La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de différence de prix au détriment du Crous de Strasbourg, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire de l'accord-cadre et automatiquement déduite de sa prochaine facture.

ARTICLE 13 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire de l'accord-cadre veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Il doit pouvoir justifier de l'agrément correspondant, à la demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire de l'accord-cadre doit pouvoir garantir une gestion des déchets parfaitement conforme à la réglementation.

ARTICLE 14 – AVANCE/ ACOMPTE

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 et R2191-16 du Code de la Commande Publique, une avance peut être accordée au titulaire dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément aux dispositions des articles R2191-7 et R2191-10 du Code de la commande Publique, le taux de l'avance est fixé, pour l'exécution du présent marché, à 5%.

Néanmoins conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous – traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R2191-5 du Code de la Commande Publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Pour ce faire, il doit mentionner dans la partie B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qu'il renonce au bénéfice de cette dernière.

En outre, si la partie B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) dédiée à l'octroi de l'avance n'est pas dûment complétée, le soumissionnaire est présumé avoir renoncé au bénéfice de l'avance.

Le remboursement de l'avance sera exécuté conformément à l'article R.2191-11 du Code de la Commande Publique.

Concernant la demande d'acomptes, il sera fait application des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique concernant la clause de réexamen, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier en cours d'exécution du marché avec le titulaire du lot concerné, les modifications suivantes :

-Tout ajout et/ou retrait de sites dans le périmètre de gestion du Crous de Strasbourg :

- Retrait de sites : Il est expressément convenu qu'en cas de fermeture de sites due à une opération immobilière, à une vente et/ou à une cession, le Pouvoir Adjudicateur pourra être amené à retirer temporairement ou définitivement, tout ou partie d'un bâtiment concerné par le présent accord-cadre. Il en est de même en cas de fermeture faisant suite à une décision des pouvoirs publics tel qu'en cas de crise sanitaire.
- Ajout de sites : Il est expressément convenu qu'en cas de construction, d'acquisition, prise en gestion, etc., d'un ou de nouveau(x) site(s) se situant dans la zone géographique concernée par le présent marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra être amené à ajouter temporairement ou définitivement, un ou des établissements, à la liste figurant en annexe n°1 au présent accord-cadre.

-Toute modification relative à la réglementation relative à la destruction des nuisibles

-Toute modification du nombre de passages prévus pour les prestations forfaitaires :

En raison de la spécificité des sites du Crous de Strasbourg, le nombre de passages prévus à la DPGF pourra être revu à la hausse ou à la baisse suite aux conseils de l'entreprise titulaire. Cette modification du nombre de passage donnera lieu à une modification du prix forfaitaire qui sera négocié avec l'entreprise titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre devra proposer une offre de prix en cohérence avec ceux proposés dans son offre initiale.

A chacun de ces changements, une modification à l'accord-cadre sera établie et formalisée par voie d'avenant.

ARTICLE 16 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations décrites au présent CCP, des pénalités seront appliquées selon les barèmes suivants :

Pénalités en cas de non-respect des dates prévues au planning d'intervention annuel	50€ par jour de retard
Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations de désinsectisation ponctuelles (délai contractuel indiqué dans la DPGF)	50€ par jour de retard
Intervention, sans information et accord préalable du pouvoir adjudicateur, d'un technicien non présent dans la liste établie et communiquée aux services du Crous de Strasbourg	50€ sur simple constatation
Intervention d'un technicien sur site sans prise de rendez-vous préalable	100€ sur simple constatation
Intervention d'un technicien n'étant pas clairement identifié comme appartenant à la société titulaire (carte professionnelle, tenue avec logo de la société)	50€ sur simple constatation
Absence de transmission des rapports d'intervention par mail aux directeurs d'unités de gestion et au conseiller de prévention dans un délai d'une semaine à compter de l'achèvement de l'intervention	50€ par jour de retard
Pénalité pour non remise en état du site après intervention	100€ sur simple constatation

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel des prestations est expiré.

Les autres pénalités s'appliquent dès le premier manquement constaté et signalé.

Les pénalités listées ci-dessus sont cumulables et le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300€ HT pour l'ensemble du marché. Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

ARTICLE 17 – CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT

Conformément à l'article L2191-8 du Code de la Commande publique, le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

Pour toute cession de créance ou nantissement, il sera fait application des dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 18 – ASSURANCE - RESPONSABILITES**18.1 - Assurance**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile en cas de dommage occasionné par l'exécution du contrat.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G-F.C.S, il doit justifier dans un délai de huit jours à compter de la notification du marché et avant le début d'exécution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance en fournissant une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

18.2 – Responsabilités

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des interventions. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- A son personnel ou à des tiers,
- A ses biens et à ceux appartenant au Crous de Strasbourg ou à des tiers.

De plus, à la suite de toute intervention, les frais de réparation de toute dégradation de biens mobiliers ou immobiliers sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 19 - RESILIATION – LITIGE

19.1 - Résiliation

Les cas de résiliation énumérés au chapitre 7 du C.C.A.G-F.C.S. sont applicables au présent accord-cadre.

Le Crous pourra donc résilier unilatéralement l'accord-cadre, sans indemnités ni mise en demeure préalable pour :

- « des événements extérieurs à l'accord-cadre, en cas de : décès ou d'incapacité civile du titulaire ; ou d'incapacité physique du titulaire ;
- des événements liés à l'accord-cadre, en cas de : difficultés d'exécution de l'accord-cadre ».

En cas de faute du titulaire prévue à l'article 41 du C.C.A.G-F.C.S., le Crous de Strasbourg pourra résilier sans indemnités, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution.

Une résiliation sans indemnités et après mise en demeure de l'administrateur judiciaire pourra également être prononcée en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

En effet, en cas de non-exécution des prestations demandées dans un délai de deux mois, l'acheteur public aura la possibilité de résilier sans indemnité l'accord-cadre.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation conformément à l'article 42 du C.C.A.G-F.C.S.

19.2 - Litige

Conformément à l'article 46 du C.C.A.G-F.C.S., le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Les parties disposent donc de plusieurs modes de règlement amiable : médiation, intervention des comités de règlement amiable des différends, conciliation, transaction, arbitrage.

Cependant, si aucune solution amiable n'a été trouvée par les parties et que le différend persiste, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour tout litige survenant à l'occasion du présent marché.

ARTICLE 20 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G.-F.C.S, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Le titulaire a l'obligation d'en informer ses sous-traitants.

ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent document déroge partiellement ou totalement aux articles du C.C.A.G de référence, listés ci-dessous :

L'article 5.1 du présent C.C.P. déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;

L'article 16 du présent C.C.P. déroge à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S concernant les pénalités pour retard ;

L'article 18.1 du présent C.C.P déroge à l'article 9.2 du C.C.A.G.-F.C.S concernant le délai maximal imposé au titulaire pour fournir son attestation d'assurance.